

La loi du 3 janvier 1973, l'UE et le génocide européen



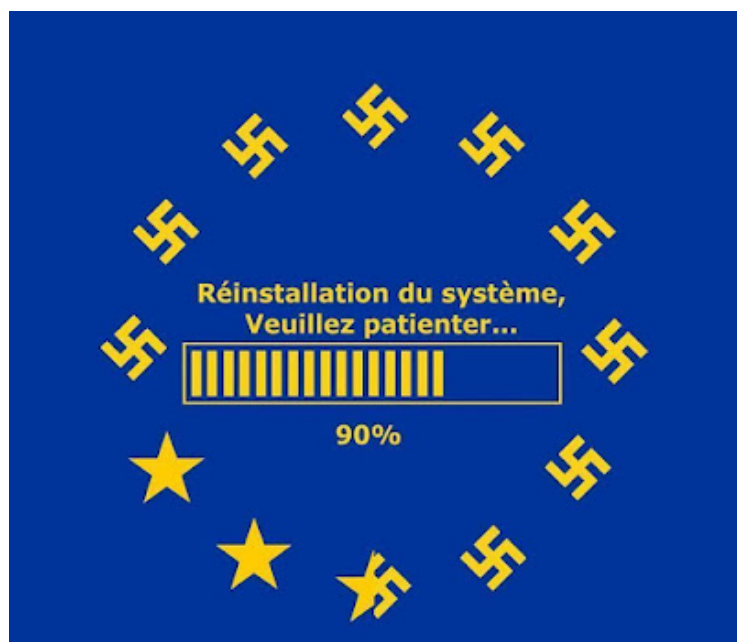
L'UE vise à détruire les États-nations et les peuples européens

Vladimir Boukovsky, dissident soviétique : "[l'UE ressemble à l'URSS](#)".



Angela Merkel, chancelière allemande, prix Coudenhove-Kalergi

2010 : “Les États-nations doivent se préparer aujourd’hui à abandonner leur souveraineté. Les États-nations souverains ne doivent pas écouter la volonté de leurs citoyens lorsqu’on arrive aux question sur l’immigration, les frontières ou même la souveraineté pure.” (extrait de discours cité par le journaliste Pierre Jovanovic dans sa revue de presse du 7 janvier 2019 – [lien de l’extrait cité](#)).



Entre nazisme et communisme, on ne va pas choisir. L’Union européenne présente des traits communs à l’un ou l’autre de ces totalitarismes.

Comment la loi du 3 janvier 1973 asservit la France et les Français

Je vous invite à voir, quand vous aurez le temps, l’ensemble de cette vidéo qui porte en réalité sur la loi du 3 janvier 1973 ainsi que sur les conséquences très douloureuses et meurtrières qu’a cette loi sur l’économie actuelle.

Jovanovic y explique comment l’Europe a été vendue aux banques américaines. L’État français ne peut plus emprunter qu’à des banques privées. Celles-ci prêtent à la France des pétrodollars, qui sont créés magiquement par la planche à billets américaine et basés sur du vent puisque le dollar

n'est plus indexé sur l'or depuis les accords de Bretton Woods (1971), enfin presque du vent puisqu'il lui reste sa valeur d'échange international à cause notamment du fait que le pétrole se paie en dollars (crise pétrolière de 1973) et que le commerce se fait majoritairement en dollars.

Avant ce nouveau système monétaire Bretton Woods et cette loi de 1973, l'État français lançait un emprunt et les citoyens français pouvaient souscrire des bons du trésor rémunérés à tant de % par an. Ce qui fait que les Français possédaient leur dette et le gouvernement français n'était pas contraint par ses créanciers dans sa politique. Ou plutôt seuls les Français avaient le pouvoir en dernier ressort sur la politique française. De plus, les intérêts que l'État versait se retrouvaient dans la poche des Français et donc ne sortait pas de France.

À l'inverse, avec cette loi du 3 janvier 1973 que l'on doit à l'agent américain Giscard d'Estaing, les banques américaines ont pris le contrôle de l'économie française et la politique française. Mario Draghi, le patron de la Banque centrale européenne, est un ancien de Goldman Sachs, mais aussi [Peter Sutherland](#), ainsi que notre très cher président [Emmanuel Macron](#), prix Charlemagne 2018. Jean-Claude Juncker, prix Coudenhove-Kalergi 2014, est issu du milieu bancaire luxembourgeois, plaque tournante de l'évasion fiscale des grands patrons et multinationales.



La France subit un appauvrissement constant depuis 50 ans dû notamment au fait que les intérêts des emprunts nationaux sortent de la poche de l'État français, donc des Français, pour aller enrichir les banques américaines, ce qui fait que l'État français doit recourir de plus en plus massivement à l'emprunt pour finir ses fins de mois. Cercle vicieux.

Une autre vidéo sur la loi du 3 janvier 1973 : [entretien entre Pierre Jovanovic et Pierre-Yves Rougeyron](#)

Remarque : Cette loi du 3 janvier 1973 est abrogée, c'est désormais l'art. 123 du TFUE (ex-article 101 TCE) qui empêche le Trésor public d'emprunter directement à la Banque de France : "Il est interdit à la Banque centrale européenne et aux banques centrales des États membres, ci-après dénommées "banques centrales nationales", d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions, organes ou organismes de l'Union, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des États membres ; l'acquisition directe, auprès d'eux, par la Banque centrale européenne ou les banques centrales nationales, des instruments de leur dette est également interdite."

Immigration, islamisation... et guerre mondiale

Les Français sont forcés de financer l'immigration de colonisation et l'islamisation pour enrichir les multinationales, plaire à l'Axe du Mal USA-pétromonarchies-UE et détruire leur propre pays

Pour finaliser l'asservissement de la France – mais tous les pays de l'UE et de l'OTAN sont concernés – la France doit en vertu de sa soumission aux USA et aux pays producteurs de pétrole accueillir, loger, nourrir, blanchir massivement une population extra-européenne ethniquement, culturellement et religieusement différente afin de créer les conditions d'un éclatement du peuple de souche, au moyen si besoin d'une immense guerre, ce qui permettra enfin d'éradiquer la nation et le peuple français et d'intégrer les membres dispersés et survivants à une entité supranationale totalitaire et esclavagiste.



Certains parlent de plan Kalergi concernant cette politique d'invasion migratoire. Voici ce qu'il en est de ce fameux plan Kalergi :

[Christine Tasin, Il n'y a pas et il n'y a jamais eu de plan Kalergi](#)

[L'Imprécateur, Le prétendu "plan Kalergi" de destruction de l'Europe](#)

Cette immigration permet entre-temps de faire baisser les salaires en entretenant une armée de réserve du capital, d'éclater la cohésion nationale, de diviser les luttes sociales entre lutte des classes et lutte des races, de permettre aux élites mondialistes et aux cadres supérieurs d'avoir une main d'œuvre de services moins chère que la main d'œuvre française ainsi qu'un réservoir électoral de plus en plus puissant pour voter pour le parti immigrationniste du moment (Mitterrand, Chirac, Hollande, Macron ; ça a foiré avec Sarkozy mais celui-ci s'est avéré être également un traître immigrationniste).

Tout cela aux frais des contribuables français. [L'immigration coûte 115 milliards d'euros par an](#) aux Français aujourd'hui, selon l'économiste Gérard Pince.

Cette destruction de la France passera éventuellement par une guerre ethnique et religieuse, de moins en moins improbable, à

la manière de l'ex-Yougoslavie, afin de hâter la création des eurorégions.

Cette guerre peut malheureusement démarrer à tout moment à partir de maintenant. Il suffit d'une étincelle et d'un vent fort. Par exemple, ce pourrait être l'assassinat de Tommy Robinson par un musulman lors d'un de ses meetings électoraux, suivi de vengeances de la part de Britanniques excédés avec escalade de part et d'autre. Cela peut être un attentat dans une mosquée pour répondre aux milliers d'agressions musulmanes subies impunément dans toute l'Europe. Si l'incendie prend dans un pays, il est assez probable qu'il se propage à toute l'Europe et que des gouvernements extra-européens s'en mêlent.

Il faut donc étudier comment les USA et les pays alliés de l'OTAN mènent ou ont mené leurs dernières guerres impérialistes : Yougoslavie, Irak, Libye, Ukraine, Syrie. Aideront-ils les patriotes français ou les islamonazis ou les deux ? [En 1999, la France a bombardé les Serbes, qui refusaient l'islamisation de leur pays...](#)

Une telle guerre est nécessaire aux États-Unis pour effacer ses dettes abyssales : 240 000 dollars de dettes par habitant (dette de la France : 36 000 euros/hab.). Sachant cela, on comprend mieux aussi l'empressement des Américains à aller piller le pétrole vénézuélien.

Pour compléter cette approche, je conseille de consulter l'article :

[En marche... vers le chaos ! La France vers une situation à la vénézuélienne, préparez-vous !](#)

Rebâtir la France, sauver les Français : votez RN

Les mots d'ordre pour éviter la 3^e guerre mondiale et rebâtir la France dans tous ses aspects consistent donc à :

- juger et éliminer les banksters, les multinationales traîtres et leurs chiens de garde des médias
- rétablir des médias libres ou du moins le plus libres possibles, réguler l'économie et le système financier en reprenant des bases saines et favorables à la France et aux Français
- expulser les colonisateurs étrangers, transformer toutes les mosquées en centres de formation ou locaux d'association
- sortir de l'UE (Frexit) et retrouver la souveraineté politique, économique, monétaire et civilisationnelle, rétablir les frontières.

Pour commencer, il s'agit de concentrer la force de frappe en un seul point aux prochaines élections européennes avec le vote utile Rassemblement National (RN), et ce quels que soient nos doutes ou nos a priori légitimes sur ce parti.

Car le but pour le parti patriote est de faire absolument au moins 25 %, voire même 30 % et d'être largement devant le parti présidentiel mondialiste En Marche (vers la destruction de la France). Les autres partis doivent être écartés car ils sont soit islamocollabos (du PC jusqu'à LR et UPR), soit trop insignifiants pour peser dans la balance (DLF, Ligne claire).

Voici deux argumentations très bien faites qui justifient de préférer le vote RN par rapport aux votes LR, DLF ou UPR ou autres pour sauver la France :

- Christine Tasin, [Européennes : pourquoi je ne voterai ni pour Renaud Camus ni pour Florian Philippot](#)
- Jacques Guillemain, [Il n'y a pas le choix, pour que Macron soit battu, il faut voter Marine !](#)



Gaulois réfractaires qui avez envie de transmettre la France en héritage à vos enfants et petits-enfants et non un champ de ruines, portez un coup sévère aux islamocollabos et aux mondialistes en votant pour la liste Rassemblement National emmenée par Jordan Bardella et comme son allié Matteo Salvini, envoyez promener Juncker et Macron.



Julien Martel